

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, September 19, 1991

• 0907

The Chairman: Order, please.

Good morning. I see some nice-looking faces and very rested ones this morning.

Le vérificateur général, M. Desautels, a une déclaration à faire au Comité, je pense.

M. Denis Desautels (f.c.a., vérificateur général du Canada): Monsieur le président, avant de débiter ma déclaration, j'aimerais simplement dire que je suis accompagné ce matin de M. Vinod Sahgal, le directeur principal ayant la responsabilité du suivi que nous avons effectué à l'ACDI en 1990. Dans l'assistance, il y a également M. Raymond Foote, qui a dirigé la vérification intégrée effectuée en 1988 et dont nous allons sans doute parler ce matin.

The main issue that in my opinion needs to be addressed by the committee today is the need to hasten the implementation of the recommendations outlined in our 1988 report. The recommendations dealt with weaknesses in CIDA's contracting practices and in the monitoring and evaluation of funding of non-government organizations.

My office raised concerns about control over expenditures at CIDA, including the contracting process, in the 1979 and 1984 reports. Certain important concerns were also raised in the 1988 report. In our 1990 report, our overall conclusion was that progress had been slow.

Some three years have gone by since we first discussed with management our recommendations included in the 1988 report. Yet even today CIDA appears not to have fully implemented recommendations that it had agreed to in 1988.

Sur un budget global d'environ 2.2 milliards de dollars, le budget des marchés de l'ACDI dépasse chaque année le milliard de dollars. L'Agence dépense d'importantes sommes d'argent, souvent en partenariat avec d'autres organismes, dont des États souverains. Nous devons nous pencher aujourd'hui sur les difficultés que l'ACDI éprouve à améliorer ses méthodes de gestion. S'il y a des contraintes majeures qui l'empêchent de mettre en oeuvre les recommandations convenues, il importe que le Comité en soit informé en détail.

• 0910

Le processus de passation des marchés constitue un élément vital des opérations de l'ACDI. Il est tout à fait inacceptable de permettre que des lacunes ne soient pas comblées et ce, pendant de longues périodes de temps. Voici deux exemples tirés de notre rapport de 1990 qui valent la peine d'être mentionnés.

Premièrement, en réponse à la recommandation disant que l'Agence devrait veiller à ce que les marchandises soient achetées au juste prix du marché, l'ACDI déclare qu'elle «examine la faisabilité d'effectuer des vérifications à partir

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 19 septembre 1991

Le président: La séance est ouverte.

Bonjour. Je vois autour de moi des gens qui ont très bonne mine et qui ont l'air frais et dispos.

I believe the Auditor General, Mr. Desautels, has a statement to make to the Committee.

Mr. Denis Desautels (f.c.a., Auditor General of Canada): Mr. Chairman, before I begin my statement, I would just like to point out that I am here today with Mr. Vinod Sahgal, senior director who is responsible for the follow-up conducted at CIDA in 1990. Also in the room is Mr. Raymond Foote, who is in charge of the 1988 integrated audit, which we will be dealing with this morning.

La principale question sur laquelle le comité, à mon avis, doit se pencher aujourd'hui est la nécessité d'accélérer la mise en oeuvre des recommandations formulées dans le rapport de 1988. Les recommandations portaient sur les carences relevées dans les pratiques de passation des marchés à l'ACDI, ainsi que sur la surveillance et l'évaluation du financement des organisations gouvernementales.

Mon bureau a fait part pour la première fois, dans ses rapports de 1979 et 1984, de ses préoccupations devant le contrôle sur les dépenses à l'ACDI, y compris le processus de passation des marchés. Nous avons encore fait état de ces grandes préoccupations dans notre rapport de 1988. Dans celui de 1990, nous tirons une conclusion globale sur la lenteur des progrès réalisés à ce chapitre.

Trois années se sont écoulées depuis que nous avons discuté pour la première fois avec la direction de nos recommandations du rapport de 1988. Encore aujourd'hui, l'ACDI ne semble pas avoir mis en oeuvre toutes les recommandations qu'elle avait elle-même convenu d'appliquer en 1988.

CIDA's annual contracting budget is over \$1 billion, out of a total budget of some \$2.2 billion. Large sums of money are often spent in partnership with others including sovereign states. What is needed today is full discussion on what difficulty CIDA is facing in implementing improvements to its management process. If there are significant constraints that hamper implementation, it is important for this committee to be fully informed.

The contracting process is a vital element of CIDA's operations. Allowing weaknesses to remain unattended for extended periods of time is clearly unsatisfactory. Two examples from our 1990 report are noteworthy.

First, in response to our recommendation that the Agency should verify that goods were purchased at no higher than fair and prevailing market prices, CIDA states that it is still «examining the feasibility of conducting audits on a